



043/1

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert

13 OCT 2026

N° _____ /AAONO/MINSANTE/CIPM/2026 relatif à la maîtrise d'œuvre des travaux de réaménagement et de mise à niveau de l'Hôpital Régional de Buea dans la Région du Sud-ouest.
En procédure d'Urgence

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la supervision des travaux de réhabilitations de quelques infrastructures de l'hôpital régional de Buea dans la région du Sud-ouest, le Maître d'Ouvrage lance un Appel d'Offres National Ouvert pour le recrutement d'un Bureau d'Etude Technique qui sera charger de la supervision desdits travaux. En procédure d'urgence.

2. Consistance des Prestations

La maîtrise d'œuvre portera, selon les travaux effectivement retenus par le Maître d'Ouvrage, sur les différentes interventions de réhabilitation de l'hôpital.

Ces travaux peuvent notamment comprendre :

a) Travaux de bâtiment

- réhabilitation des bâtiments existants ;
- reprise des maçonneries et enduits ;
- réfection des revêtements de sols et murs ;
- travaux de peinture intérieure et extérieure ;
- réfection ou remplacement des portes et fenêtres ;
- travaux de toiture et d'étanchéité ;
- réhabilitation des plafonds ;
- réparation des ouvrages en béton et en maçonnerie ;
- amélioration de l'accessibilité des locaux ;
- réaménagement de certains espaces hospitaliers.

b) Installations électriques

- réhabilitation des installations électriques ;
- remplacement ou réparation des tableaux électriques ;
- réfection des circuits d'alimentation et de distribution ;
- installation ou remplacement des prises et interrupteurs ;
- amélioration de l'éclairage intérieur et extérieur ;
- vérification des dispositifs de mise à la terre ;
- contrôle des dispositifs de protection électrique ;
- vérification de la compatibilité des installations avec les besoins des services hospitaliers.

c) Plomberie et assainissement

- réhabilitation des réseaux d'alimentation en eau ;
- réparation ou remplacement des canalisations ;

- réhabilitation des sanitaires ;
 - réparation des évacuations d'eaux usées ;
 - contrôle des réseaux d'assainissement ;
 - réparation des équipements sanitaires ;
 - vérification de l'étanchéité des réseaux.
- d) **Travaux de sécurité et de protection contre les incendies**

Selon les prescriptions du projet :

- vérification des dispositifs de sécurité incendie ;
- installation ou réhabilitation des équipements de lutte contre l'incendie ;
- signalisation des issues de secours ;
- amélioration des dispositifs d'évacuation ;
- contrôle de l'accessibilité des voies d'évacuation.

e) **Travaux extérieurs**

- réhabilitation des accès ;
- amélioration des circulations internes ;
- réparation des voiries et plateformes ;
- réhabilitation des réseaux extérieurs ;
- travaux d'assainissement extérieur ;

réfection des espaces nécessaires au fonctionnement de l'établissement

Les prestations comprennent notamment :

- Mission 1 : Direction de l'Exécution des Contrats de Travaux (DET) ;
- Mission 2 : Ordonnancement, Pilotage et Coordination du Chantier (OPC) ;
- Mission 3 : Assistance apportée lors des Opérations de Réception (AOR).

3. **Tranches/Allotissement**

Les prestations sont regroupées en lot unique.

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

4. **Coût prévisionnel**

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de cinquante millions (50 000 000) Francs CFA.

5. **Délai prévisionnel d'exécution ¹**

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de trois (03) mois calendaires.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. **Participation et origine**

La participation au présent appel d'offre est ouverte aux entreprises de droit camerounais ayant des compétences dans le domaine du BTP.

7. **Financement**

¹Cette rubrique n'est pas obligatoire. Cependant, en cas de nécessité, le MO/MOD peut fixer un délai maximum

✓ Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) notamment la dotation allouée au plan de mitigation au titre de l'exercice 2026 du MINSANTE avec une imputation : 60 40 412 1 33000008 0731 361313

8. Mode de soumission

La soumission sera faite exclusivement en ligne et via la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO dont le montant s'élève à **un million** (1 000 000) Francs CFA correspondant à 2% du coût prévisionnel toutes taxes comprises (TTC) du marché conformément à l'arrêté en vigueur] et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. NB : accompagner du récépissé du dépôt de la CDEC

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics (Bureau des Appels d'Offres) du MINSANTE sise à « l'Immeuble de la Santé » abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) non loin de l'immeuble siège de la Croix – Rouge Camerounaise à Yaoundé (Téléphone/fax 222 22 10 21), dès publication du présent avis et la version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu au Service des Marchés Publics au Rez de chaussée de **l'Immeuble de la Santé** abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) situé à proximité de la Croix Rouge (téléphone/fax 222 22 10 21), dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **Cinquante Mille (50 000) Francs CFA**.

Lors du retrait du dossier, le soumissionnaire devra remettre une copie de son reçu de versement portant bien son nom, le nom du Maître d'Ouvrage et le numéro de l'appel d'offres. Il est également possible d'obtenir le Dossier d'Appel d'Offres par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offres.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

Les offres seront transmises par voie électronique via la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> au plus tard le **17/11/26** à **13 heures**, heure locale. Une copie de sauvegarde des offres, enregistrée sur trois (03) clés USB (1 clé USB pour l'ARMP, 1 clé pour la sous-commission d'Analyse et 1 clé USB la CIPM) devra être transmise au service des marchés publics (bureau des appels d'offres) du ministère de la santé publique, situé à proximité de la Croix Rouge (Téléphone/fax 222 22 10 21), sous plis scellé indication claire et lisible « **copie de sauvegarde** » devra porter la mention :

« Avis Appel d'Offres National Ouvert N° _____/AONO/MINSANTE/CIPM/2026 relatif à la maîtrise d'œuvre des travaux de réaménagement et de mise à niveau de l'Hôpital Régional de Buea dans la Région du Sud-ouest. **En procédure d'urgence.**

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

NB : l'original de la caution et le récépissé du dépôt de la CDEC

13. Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

14. Recevabilité des plis en ligne

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Pour le cas de l'Appel d'Offres Restreint (ouverture en 02 temps) : il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

15. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administratives et offres techniques se fera en un temps via la plateforme COLEPS et aura lieu le 17/11/26 par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINSANTE, sise à l'immeuble Ex-PSFN situé à proximité du siège de la Croix Rouge camerounaise, à **14 heures**, heure locale, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 80/100 points seront ouvertes à... *[A préciser]* par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en

copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

16. Critères d'évaluation

16.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de :

- L'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis l'original de la caution et le récépissé du dépôt de la CDEC daté timbré acquitté à la main
- ;
- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission);
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- d'une note technique inférieure à 80 points sur 100;
- De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- du non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes ;
- L'absence de l'attestation de catégorisation;
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- Absence de la copie de l'offre de sauvegarde en cas de Dysfonctionnement de la Plateforme COLEPS ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- la capacité financière de 1 500 000 FCFA

16.2-Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

Il convient de préciser formellement les modalités de validation d'un critère à partir du nombre de sous-critères à respecter.

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront à titre indicatif sur:

- la présentation générale de l'offre ;
- Référence du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires ;
- La méthodologie proposée en adéquation avec les TDR ;
- Qualification et compétence des experts ;
- Solvabilité et capacités financières ;
- Le matériel nécessaire.

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés, pour chaque lot, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

17. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques financiers et ou esthétiques.

18. Nombre maximum de lots :

lot unique

19. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours pour les AON à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

20. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics (Bureau des Appels d'Offres) du MINSANTE sise à « ***l'immeuble de la Santé*** » abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) non loin de l'immeuble siège de la Croix – Rouge Camerounaise ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

Les renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Division des Études et des Projets du Ministère de la Santé Publique sis à côté de l'Immeuble siège de la Croix – Rouge.

21. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS à la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, ARMP aux contacts : (+237) 222 201 803, (+237) 222 200 008, (+237) 222 200 009, (+237) 222 206 043.

AMPLIATIONS :

- MINMAP
- ARMP (*Journal des projets*)
- Sce des Marchés/DRFP
- CIPM/MINSANTE
- SOPECAM
- Archives
- Affichage.

Yaoundé, le

13 OCT 2026

The *Mr. Callahan*



13 OCT 2026

Open National Invitation to Tender

No. 043/ /AAONO/MINSANTE/CIPM/2026 for the project management of the rehabilitation and upgrading works at Buea Regional Hospital in the South-West Region.

In emergency procedure

1. Subject of the Invitation to Tender

As part of the supervision of rehabilitation works of some infrastructure at the Buea Regional Hospital in the South-West Region, the project owner hereby launches an Open National Invitation to Tender for the recruitment of a Technical Consulting Firm to supervise these works. In emergency procedure.

2. Nature of services

The services of this tender concern, depending on the works actually selected by the Contracting Authority, the various rehabilitation works at the hospital.

These works may include, in particular:

f) Building works

- rehabilitating existing buildings;
- repairing masonry and rendering works;
- coverings of floor and walls;
- interior and exterior painting works;
- repair or replacement of doors and windows;
- roofing and waterproofing works;
- rehabilitation of ceilings;
- repair of concrete and masonry structures;
- improvement of accessibility to premises;
- redesign of some hospital spaces.

g) Electrical installations

- rehabilitation of electrical installations;
- replacement or repair of electrical switchboards;
- repair of power supply and distribution circuits;
- installation or replacement of sockets and switches;
- improvement of indoor and outdoor lighting;
- checking of earthing systems;
- inspection of electrical protection devices;
- verification of the compatibility of installations with the needs of hospital services.

h) Plumbing and sanitation

- rehabilitation of water supply networks;
- repair or replacement of pipelines;
- rehabilitation of sanitary facilities;
- repair of waste water drainage systems;

- inspection of sanitation networks;
- repair of sanitation;
- checking the watertightness of networks.

i) Safety and fire protection works

In accordance with the project specifications:

- inspection of fire safety systems;
- installation or rehabilitation of fire-fighting equipment;
- Marking of emergency exits;
- improvement of evacuation systems;
- inspection of the accessibility of escape routes

j) External works

- rehabilitation of access roads;
- improvement of internal circulation;
- repairs of roads and platforms;
- rehabilitation of external networks;
- external sanitation works;
- rehabilitation of areas necessary in running the facility

The nature of services shall include:

- Task 1: Management of the Execution of Works Contracts;
- Task 2: Scheduling, Steering and Coordination of Works ;
- Task 3: Assistance provided during Acceptance Operations.

3. Allotment

The services shall be grouped into a single lot.

The nature of these services is set out in detail in the Terms of Reference (ToR) of this Tender File.

4. Estimated cost

The estimated cost of the project following the preliminary studies is **fifty million (50,000,000) CFA francs**.

5. Execution deadline

The maximum deadline set by the Contracting Authority for the performance of the services covered by this Invitation to Tender is three (03) calendar months.

This deadline shall run from the date of notification of the service order to commence the works.

6. Participation and origin

Participation this invitation to tender is open to Cameroonian-law companies with expertise in the field of construction sector.

7. Funding

The services covered by this invitation to tenders are funded by the Public Investment Budget (PIB), in particular the allocation granted under the MOH 2026 mitigation plan, with the following budget code: 60 40 412 1 33000008 0731 361313

8. Submission Method

Tenders shall be submitted exclusively online via the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

9. Bid bond

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond, paid in cash, issued by a body or financial institution authorised by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts and listed in Document

13 of the Tender File. The amount of the bid bond shall be one million (1,000,000) CFA francs, corresponding to 2% of the estimated cost of the contract, all taxes inclusive, in accordance with the decree in force, and shall remain valid for thirty (30) days beyond the initial validity of the tenders. Failure to provide a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contracts shall result into the outright rejection of the tender. A tender bond submitted but bearing no relation to the tender in question shall be considered as absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be inadmissible. NB: the receipt for the deposit of the CDEC shall be attached

10. Consultation of the Tender Files

The tender file may be consulted during working hours at the Public Contracts Service (Tender Board Office) of the MOH, located at the "MOH Building", which houses the Division of Studies and Projects, near the headquarters of the Cameroonian Red Cross in Yaounde (Telephone/fax 222 22 10 21), as soon as this notice is published, and the electronic version on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

11. Acquisition of the Tender Files

The tender files can be obtained from the Public Contracts Service on the ground floor of the "MOH Building", which houses the Division of Studies and Projects (DEP), located near the Red Cross (telephone/fax 222 22 10 21), as soon as this notice is published, upon presentation of a receipt of payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of **fifty thousand (50,000) CFA francs**.

Upon withdrawal of the Tender files, the tenderer shall submit a copy of the payment receipt clearly indicating their name, the name of the Contracting Authority and the tender reference number. It is also possible to obtain the Tender Files free of charge by downloading them from the COLEPS platform, available at the addresses indicated above for the electronic version. However, online submission is subject to payment of the fee for the Tender Files.

12. Submission of tenders

Each tender shall be drafted in English or French.

Tenders must be submitted electronically via the COLEPS platform to the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, no later than 17/11/26 at 1:00 pm local time. A backup copy of the tenders, saved on three (03) USB flash drives (1 USB flash for the ARMP, 1 USB flash drive for the Analysis Sub-Committee and 1 USB flash drive for the CIPM) shall be submitted to the Public Contracts Service (Tender Board Office) of the Ministry of Public Health, located near the Red Cross (Telephone/fax 222 22 10 21), in a sealed envelope clearly and legibly labelled '**backup copy**', and bearing the following:

"Open National Invitation to Tender No. _____/AONO/MINSANTE/CIPM/2026 for the project management of the rehabilitation and Upgrading Works at the Buea Regional Hospital in the South-West Region. ***In emergency procedure.***

To be opened only during the tender opening session"

NB: the original of the bid bond and the receipt for the deposit of the CDEC shall be included.

13. File size and format

For online submission, the maximum sizes of the files to be uploaded via the platform and constituting the tenderer's bid shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Tender;
- 15 MB for the Technical Tender;
- 5 MB for the Financial Tender.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The tenderer shall ensure that they use compression software to reduce the size of any files to be submitted.

14. Admissibility of Online bids

The administrative documents, the technical proposal and the financial proposal shall be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

Any tender that is incomplete in accordance with the requirements of the Tender files shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a body or financial institution authorised by the Minister in charge of finances to issue bonds in the field of public contracts, or failure to comply with the templates for documents in the Tender File, shall result in the outright rejection of the tender without any possibility of appeal. A bid bond submitted but having no connection to the tender concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be inadmissible.

In the case of a Restricted Invitation to Tender (two-stage opening): it should be noted that, in addition to the required number of copies of the financial tender, the tenderer shall submit one copy of this financial tender in a sealed envelope to serve as a reference tender, labelled as such, and intended for the body responsible for regulating public contracts for safekeeping. Failure to submit this reference tender shall render the tender inadmissible as soon as the tenders are opened by the Tenders Board.

15. Opening of bids

The opening of bids shall be done in two stages,

The opening of administrative documents and technical offers shall be done in a single stage via the COLEPS platform and shall be conducted on 17/11/26 by the MOH Internal Tender Board, based at the former PSFN building situated near the headquarters of the Cameroonian Red Cross, at 2:00 pm local time, in the presence of the tenderers or their duly authorised representatives.

Only the financial offers of bidders who have obtained a qualifying technical score of 80/100 points shall be opened at... *[To be specified]* by the same Board and in the same hall at a later date following the publication of the technical evaluation results.

Only tenderers may attend this opening session or be represented at it by a single duly authorised person of their choice, even in the case of a group of companies.

Under the pain of rejection, the required administrative documents shall be submitted in originals or certified true copies issued by the issuing service or the competent administrative authority in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must have been issued within the last three (03) months from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the invitation to tender.

In the event of the absence or non-compliance of an administrative document at the opening of bids, a period of 48 hours shall be granted by the Board. Failure to regularise the document within this period shall result in rejection of the bid.

16. Evaluation criteria

16.1-Eliminatory criteria

These shall include, in particular:

- The absence of the bid bond at the time of the opening of bids, the original bond and the receipt for its deposit from the CDEC, dated, stamped and manually endorsed as paid;
- Failure to produce within 48 hours of the opening of bids, an administrative document deemed non-compliant or absent (except for the bid bond);
- False declarations, fraudulent practices or falsified documents;
- A technical score of less than 80 out of 100;

- The absence of a sworn statement of non-abandonment of contracts during the last three years;
- Failure to comply with the file format requirements for online submission;
- Failure to provide the categorisation certificate;
- Failure to include a quantified unit price in the financial offer;
- Failure to include a component of the financial offer (the tender, the BPU, the DQE);
- the absence of a copy of the backup bid in the event of a malfunction of the COLEPS platform;
- the absence of a dated and signed integrity charter;
- the absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- financial capacity of 1,500,000 FCFA

16.2- Essential criteria

The criteria referred to those that are paramount or key to assessing the technical and financial capacity of candidates to perform the services covered by the tender. These shall be determined according to the nature and scope of the services to be provided.

The procedures for validating a criterion, based on the number of sub-criteria to be met, shall be formally specified.

Technical offer shall be assessed on a scale of one hundred (100) points according to the essential criteria, which shall, indicatively concern:

- the general presentation of the tender;
- the tenderer's track record in carrying out similar services;
- the proposed methodology in line with the Terms of Reference (ToR);
- the qualifications and competence of experts;
- solvency and financial capacity;
- necessary equipment.

The essential criteria and sub-criteria are set out in detail, for each lot, in the Special Regulations of Invitation to Tender.

17. Award

The Contracting Authority shall award the contract to the tenderer presenting the best-evaluated offer based on a combination of technical, financial and/or aesthetic criteria.

18. Maximum number of lots:

Single lot

19. Validity period of bids

Tenderers shall remain bound by their tenders for 90 days for ONIT as from the initial deadline set for the submission of tenders.

20. Further information

Further information may be obtained during working hours from the Public Contract Service (Tender Board Office) of MOH, located in the '**MOH building**' building, which houses the Division of Studies and Projects (DEP), not far from the headquarters of the Cameroonian Red Cross, or online via the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, upon publication of this notice.

Technical information may be obtained during working hours from the Division of Studies and Projects of the Ministry of Public Health located next to the Cameroon Red Cross headquarters building.

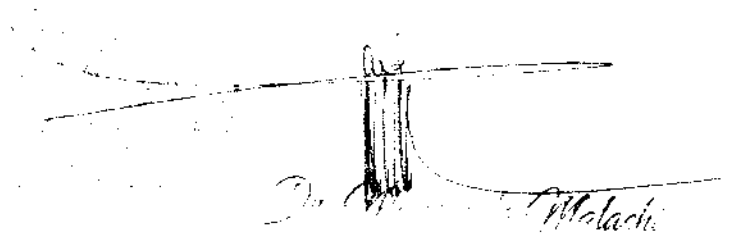
21. Fight corruption and malpractices

In the event of any attempt of bribery or acts of malpractice, please call or send a text message to CONAC on 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (text message or call) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, ARMP contact numbers: (+237) 222 201 803, (+237) 222 200 008, (+237) 222 200 009, (+237) 222 206 043.

Yaounde, 13 OCT 2026

COPIES TO:

- MINMAP
- ARMP (Project Register)
- Contracts Service/DRFP
- CIPM/MINSANTE
- SOPECAM
- Archives
- Notice Board.

A handwritten signature in cursive script, possibly reading "Dr. M. Malacké", is written over a rectangular stamp. The stamp contains several vertical lines, suggesting a seal or official mark. The signature is written in dark ink on a light background.